Espace : un tournant stratégique pour le Centre national d'études spatiales (CNES)

Publié le 16 mai 2023

🕒 3 minutes

Par : [La Rédaction](#)

Avec de nouveaux acteurs mondiaux publics et privés mais aussi avec l'exacerbation de la rivalité des puissances dans l'espace, le secteur spatial connaît une phase de mutations. Les comptes et la gestion du Centre national d'études spatiales (CNES) ont fait l'objet d'une récente publication de la Cour des comptes.

Dans les observations définitives figurant dans la publication du 4 mai 2023 sur le CNES, la Cour des comptes évoque le **tournant stratégique**, défini dans le **Contrat d'objectifs et de performance 2022-2025 du CNES**. La Cour y aborde les implications en termes de financement et de ressources humaines pour le Centre national d'études spatiales.

Mieux accompagner les start-ups

La nouvelle stratégie vise notamment à prendre en compte certaines évolutions constatées dans le secteur spatial (manque d'intérêt des investisseurs et de structuration au niveau européen).

En réponse, la stratégie définie pour 2022-2025 du CNES est axée sur un **recentrage des métiers émergents du spatial**, à savoir, l'**exploration**, le **climat**, ainsi que ses missions d'intérêt général en lien avec l'Agence spatiale européenne (ESA).

Autre grande évolution dans la stratégie : alors que les modes d'action du CNES étaient centrés sur la conduite, de bout en bout, de projets complexes, ils sont aujourd'hui orientés vers l'**accompagnement des entreprises** (petites ou grandes, publiques ou privées) et des **start-ups innovantes**.

Dans cette logique, le CNES a mis en place de nouvelles sources de financement : le fonds *Cosmicapital* voué à accompagner une vingtaine d'entreprises européennes de l'économie spatiale et le fonds *Spacefounder*, programme public créé en 2021 pour accélérer le développement de start-ups.

La Cour des comptes soulève les difficultés relatives au maintien en interne des compétences techniques compte-tenu du **vieillessement actuel des effectifs** du CNES (33% des effectifs auront atteint l'âge de 62 ans d'ici 2025) et du **manque de renouvellement des ingénieurs**.

Pour y répondre, la Cour des comptes appelle le CNES à mener à son terme l'identification des compétences prioritaires dans le cadre d'une gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC).

Modernisation du centre spatial guyanais

Sur l'existant, la Cour évoque un **manque d'investissement** dans deux domaines clés de la gouvernance du CNES :

- l'immobilier (vétusté et non-conformité de certains sites à Toulouse et Kourou) ;
- les systèmes d'information qui ont accumulé une dette technique importante.

Une autre partie de l'observation de la Cour des comptes porte sur l'**activité en Guyane** où le CNES a en charge la maîtrise d'œuvre du développement des moyens au sol (construction d'un nouveau pas de tir pour Ariane et aménagements de la base existante).

Le site est confronté à une baisse des cadences de lancement, amplifiée par la crise ukrainienne et l'arrêt des fusées Soyuz. La Cour projette par ailleurs, à moyen terme, une activité moins pérenne pour le site avec l'arrivée du lanceur Ariane 6 (*lanceur lourd* dont un vol inaugural est prévu pour fin 2023).

Sur ces sujets, la Cour des comptes réitère sa recommandation, exprimée lors d'un précédent contrôle, d'harmoniser la **politique locale de soutien** du CNES à l'activité guyanaise.